

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 858

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les bons services du tertiaire

■ (y) Deux choses que tout le monde sait du secteur tertiaire :

- a) Il regroupe toutes les activités économiques qui ne sont liées ni à l'exploitation du sol ou du sous-sol (primaire : agriculture, mines, etc), ni à la transformation de l'énergie des matières premières, des (semi) produits ou des denrées de base (secondaire : industrie, artisanat).
 b) Le secteur tertiaire se caractérise par un recours intensif à l'intervention des personnes : les activités de services se prêtent mal à la rationalisation, d'où une productivité relativement basse, et difficile à relever.

Rassemblement hétéroclite ...

Moyennant quoi, les économistes distingués ont tendance à se désintéresser du secteur tertiaire, rassemblement hétéroclite peu gratifiant pour l'intervention normalisatrice des technocrates. Parmi les exceptions à cette triste règle, on doit saluer l'initiative prise par la Société suisse de recherche en matière de conjoncture, qui a organisé récemment une journée d'information sur l'observation de la conjoncture dans le secteur tertiaire, en vue bien sûr de passer prochainement à l'acte ⁽¹⁾.

Belle mission en vérité. Car le secteur tertiaire a l'intéressante propriété de réagir modérément aux fluctuations conjoncturelles, ne s'emballant pas comme l'industrie, mais n'exerçant pas non plus d'effet anticyclique comme l'agriculture. Mission difficile aussi. Sauf exception (commerce), il n'y a pas dans le tertiaire de carnet de commande à dépouiller, ni de stocks à enregistrer. Sur quels critères se fonder, par-delà l'évolution des chiffres d'affaires bruts, qui ne veulent pas dire grand-chose, pour apprécier la conjoncture dans un secteur qui occupe plus de la moitié de la main-d'oeuvre totale ? A lui seul, l'emploi dans le tertiaire privé

n'autorise pas non plus une appréciation globale, ni même sectorielle. Bref il faut autant de critères, combinés de surcroît, que de genres de prestations de service.

Vu la diversité des cas, force est de trier, en éliminant successivement les services publics (enseignement, églises, administration, etc), les marchés trop dispersés (soins personnels, assurances) ou monopolistiques (transports ferroviaire et aérien, télécommunications) ainsi que les branches les plus "légères" de l'économie tertiaire, avec moins d'un pour-cent des effectifs totaux (navigation, immobilier, leasing, services domestiques). Restent huit branches, dignes d'être retenues pour un test conjoncturel administré plus d'une fois par an : commerces en gros et au détail (qui font déjà l'objet d'une enquête conjoncturelle chaque trimestre, respectivement chaque mois), restauration, garages, banques et sociétés financières, sociétés de conseil, santé / soins ambulatoires, réparation et entretien (sauf véhicules). Le secteur touristique est déjà le plus avancé - et le moins mal connu en raison de sa forte dépendance de facteurs extérieurs (terrorisme !) et de sa sensibilité conjoncturelle (dépenses d'hôtels / restaurants facilement compressibles). On attend avec impatience les résultats d'une observation rapprochée des banques, allant au-delà des bilans intermédiaires et des données non significatives à force d'être globales, comme la statistique mensuelle des "71 banques".

... mais antenne hypersensible

L'enregistrement des fluctuations conjoncturelles permet de saisir la marche des affaires à l'échelle du mois au moins, du semestre au plus. Cette observation au jour le jour des branches et entreprises d'une certaine importance permet aussi de

percevoir dès qu'elles se dessinent les mini-révolutions du court terme. Certaines d'entre elles annoncent les grands retournements de tendance dont l'opinion prend conscience beaucoup plus tard, quand leurs conséquences se manifestent sur le marché de l'emploi, l'évolution du commerce extérieur ou le taux d'inflation.

Il est temps que l'on cesse, à gauche par exemple, d'envisager le tertiaire comme une sorte de résultante des variables indépendantes que seraient les productions, agricole et industrielle. En Suisse tout particulièrement, les services financiers jouent sans doute davantage le rôle de locomotives plutôt que de tanders. On pouvait à la rigueur en dire autant des activités commerciales, au sortir (pour longtemps ?) d'une période où la demande intérieure, soit la consommation, assurait à elle seule la majeure partie de la croissance intérieure en termes réels.

Décidément, les bons services rendus par le tertiaire méritent une observation attentive. L'Institut spécialisé du Poly zurichois va s'y mettre. Jolie performance que ni l'administration fédérale, ni même le secteur bancaire ne semble pouvoir - ou vouloir - accomplir.

(1) Compte-rendu intégral dans *Konjunktur*, no 171, Zurich ETH, mars 1987.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable :

Jean-Daniel Delley

Rédacteur : Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

André Gavillet

Yvette Jaggi

Charles-F. Pochon

Laurent Tchdry

Point de vue :

Jean-Louis Comuz

Abonnement :

63 francs pour une année

Administration, rédaction :

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél : 021 / 22 69 10 CCP : 10 - 15527-9

Composition et maquette :

Domaine Public

Impression :

Imprimerie des Arts et Métiers SA